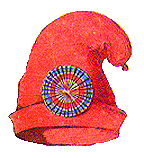
[](http://commons.wikimedia.org/wiki/File:Bonnet_Phrygien.png?uselang=fr)

**ASSOCIATION POUR UNE CONSTITUANTE**

**APPEL AUX CITOYENS**

**Citoyennes, citoyens !**

Depuis 2006, le Parlement européen - en principe chargé de la défense de la souveraineté des citoyens et des peuples européens - n’a eu de cesse d’adopter pas moins d’une dizaine de résolutions visant à créer un grand marché transatlantique entre l’Europe et les Etats-Unis, ensemble parfois dénommé **TTIP (= Transatlantic Trade and Investment Partnership),** ou,en Français, **PTCI** = partenariat transatlantique pour le commerce et l’investissement, mais vite rebaptisé **TAFTA** (ou Accord de Libre échange Transatlantique) ou encore **GMT** (Grand Marché Transatlantique).

L’objectif général de l’accord est quasi illimité puisqu’il « doit prévoir la libéralisation réciproque du commerce et de l’investissement des biens et des services, ainsi que les règles sur des matières ayant un rapport avec le commerce, avec un accent particulier sur l’élimination des obstacles réglementaires inutiles. L’accord sera très ambitieux allant au-delà des engagements actuels de l’OMC. L’accord s’imposera à tous les niveaux de gouvernement. »

Le modèle français de développement économique et social - déjà aujourd’hui de plus en plus mis en cause par les attaques répétées de l’ultra libéralisme des institutions de l’Union européenne - est-il voué à disparaître, absorbé dans les rapports marchands transatlantiques ? Mangerons-nous, demain, du poulet chloré, du bœuf aux hormones à notre insu ? Nos services publics doivent-ils disparaitre ? L’exception française culturelle va-t-elle devenir une banale marchandise semblable aux autres et soumise aux rapports marchands de la libre concurrence ? L’Etat-nation ne sera-t-il plus considéré dans les rapports juridiques que comme un simple particulier (procédures d’arbitrage, dilution du droit administratif dans le droit privé des contrats). Le droit du travail sera-t-il dilué dans le droit civil des contrats et le Code du Travail enterré ? Les peuples européens ne disposeront-ils plus, demain, du libre choix de leur destin ?

L’Association pour une Constituante, créée suite au référendum de 2005 et au coup d’Etat qui l’a suivi, milite pour la démocratie, pour le droit des peuples à disposer d’eux-mêmes, dont bien entendu le nôtre. L’élection d’une Assemblée Constituante en France est le moyen de la réappropriation de la souveraineté politique par les citoyens. L’Association combat donc naturellement le TAFTA qui est un instrument de guerre contre les droits fondamentaux des peuples et des citoyens.

Nous appelons à nous lever tous ensemble et à répondre massivement NON à ce Traité !!!

**Association pour une Constituante**

13, rue du Pré Saint Gervais

75019 - PARIS

[www.pouruneconstituante.fr](http://www.pouruneconstituante.fr)

Paris, le 9 avril 2015